

La Haye-Pesnel

Le collège bloqué pour la rentrée

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | mardi 5 septembre 2017

489 mots



Les enfants sont entrés dans l'établissement un quart d'heure après l'heure prévue, en raison d'un filtrage à l'entrée.

Le collège Louis-Beuve a connu une rentrée scolaire particulière, lundi 4 septembre. Parents d'élèves et professeurs dénoncent le manque de moyens.

Reportage

Rentrée sous tension au collège Louis-Beuve, lundi matin. Sur place, l'association des parents d'élèves a décidé, après les actions mises en place les mois et les jours précédents, d'agir et de donner des explications aux parents sur la raison d'un blocage. Parents d'élèves et professeurs dénoncent le manque de moyens.

Filtrage des entrées

Dès 8 h, les parents ont mis en place un dispositif d'affiches et un barnum devant l'entrée de l'établissement. Dans un tract, ceux-ci affirment le « **collège toujours illégal** » car « **il manque dix-neuf heures trente** » pour « **l'ouverture de la treizième classe.** » Du coup, l'ensemble des élèves perdent « **une moyenne d'une heure et demi.** » Ce que souligne un parent présent : « **Une répercussion sur le soutien donné aux élèves.** »

L'association des parents avait décidé « **de ne pas prendre de risque et de laisser entrer tous les élèves.** » Ce lundi matin, ils étaient nombreux, les parents, devant l'entrée du collège. « **Nous dénonçons une rentrée au rabais. Seules deux heures trente ont été accordées au collège, ce que les enseignants ont accepté en plus de leur charge habituelle de travail** », a déclaré une représentante des professeurs. Après les explications données par la représentante des parents et des professeurs, les enfants sont entrés dans l'enceinte du collège, tandis que le piquet de parents a distribué le tract explicatif.

Mobilisation

Présent, le maire, Alain Navarret, a reconnu que la rentrée avait été faite, « **dans les termes où elle est** ». Et de préciser : « **Je n'avalerais pas n'importe quelle couleuvre.** »

Du côté des parents, la mobilisation continue. Lolita Chartrain, la présidente de l'association, affirme que le directeur académique « **nous dit parfois un morceau de vérité et parfois des mensonges directs** ». Elle affirme que « **les heures devraient être attribuées selon les consignes ministérielles. Les collègues favorisés ont toutes leurs heures** ».

Pour poursuivre, un collectif de parents et d'élus pourrait être créé dans le département. « **Nous continuerons à réclamer les droits de nos enfants aux instances concernées et resterons très vigilants dans les réunions officielles.** »